

PROJET DE RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT À HAÏ NEDJMA À ORAN

Un taux d'avancement de 95%

LE PROJET de raccordement au réseau d'assainissement à Haï Nedjma (ex- Chteïbo), une agglomération urbaine relevant de la commune de Sidi Chahmi (Es-Sénia), au sud est de la wilaya d'Oran, a atteint un taux de 95%, a-t-on appris hier de source communale. Le taux d'avancement des travaux de ce projet portant sur 1 400 branchements au réseau d'assainissement a dépassé le seuil des 95% dans les zones A, B et C, a indiqué à l'APS le président d'APC de Sidi Chahmi.

M. Sid Ahmed Kartali a ajouté que les travaux de raccordement au réseau d'assainissement au niveau de la zone D n'ont pas encore démarré.

«*Nous œuvrons pour achever, dans sa totalité, ce projet d'importance liée à la santé publique et la préservation de l'environnement à Haï Nedjma, une localité qui abritant plus de 82 000 habitants et améliorer, par conséquent, les conditions de vie des citoyens*», a souligné cet élu local, mettant en exergue les efforts consentis, ces dernières années, par les pouvoirs publics pour arrimer cette agglomération urbaine au développement du Grand projet urbain (GPU), qui regroupe les communes d'Oran, de Bir El Djir et d'Es-Sénia.

Ces efforts se traduisent par l'éradication de quelque 9 600 fosses septiques et la réalisation d'un réseau d'alimentation en eau potable raccordé au projet MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), permettant un approvisionnement en H24, et de celui de gaz de ville, a indiqué un membre de la commission technique communale de développement. M. Ghanim Belhacen signale également des actions

de rattrapage en cours à travers les programmes de développement en cours, dont celles d'aménagement des voies urbaines, de revêtement des routes, d'éclairage public et de réalisation d'équipements publics au profit des jeunes et de logements dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

Selon le secrétaire général de la commune de Sidi Chahmi, Mohamed Saadat, une enveloppe de 43 millions DA a été allouée récemment au titre des programmes communaux de développement (PCD) pour financer quatre projets, dont celui de revêtement des artères au chef-lieu de commune, pour un montant de 23 millions DA et celui de rénovation du canal des eaux pluviales de Dhayat Sidi Chahmi.

Au chapitre des équipements, le budget primitif de la commune a consacré, quant à lui, une enveloppe de 330 millions DA, dont 130 millions DA pour le revêtement des routes à haï Nejma et 30 millions DA pour la voirie à Sidi Chahmi.

Au titre du budget de wilaya, une enveloppe de 134 millions DA a été accordée à la commune pour financer une dizaine de projets et répondre aux attentes de la population locale en matière d'amélioration du cadre de vie des citoyens, a-t-on relevé de même source. La commune de Sidi Chahmi relevant de la daïra d'Es-Sénia compte une population qui avoisine les 160 000 habitants, répartis sur le chef-lieu de commune et les agglomérations urbaines et rurales, à savoir Haï Es-sabah, Haï Nedjma, Haï Emir Abdelkader et les localités de Hassi Labiodh et Sidi Maarouf.

APS

Un Conseil restreint a été consacré au développement des wilayas du Sud et des Hauts Plateaux

BOUTEFLIKA RÉAFFIRME L'ENGAGEMENT DE L'ETAT

Le développement humain des régions du sud et des hauts Plateaux, auxquelles un Conseil restreint lui a été consacré mardi, a fait l'objet de grands efforts des pouvoirs publics lors des différents plans quinquennaux engagés et qui ont permis d'enregistrer des progrès substantiels dans différents secteurs.



Par Abdelkrim Salhi

Ces "progrès substantiels" ont été relevés en matière de raccordement des foyers à l'eau potable, de réseaux d'assainissement, d'alimentation électrique et au gaz naturel, de la réalisation de logements et d'établissements scolaires, de développement du réseau universitaire, ainsi que de l'amélioration des infrastructures de santé publique, selon un communiqué rendu public à l'issue de ce Conseil restreint présidé par le Président Bouteflika. S'agissant de logements à titre d'exemple, un programme de réalisation de logements dans les wilayas du Sud et des Hauts plateaux était en cours, avait ainsi, rappelé le ministère de l'Education nationale, il y a une année, ajoutant que des quotas de logements au profit des enseignants ont été dégagés dans les 14 wilayas du Sud, outre, les différentes formules d'accès au logement, existantes. Au plan de la santé, le ministère concerné avait au cours de l'année 2014, prévu que grâce à la formule de jumelage, des équipes médicales et paramédicales travaillant dans les hôpitaux du Sud et des Hauts Plateaux aient la possibilité d'acquérir du savoir-faire et de l'expérience au contact des équipes venues du Nord, et aux habitants de ces régions de bénéficier des services médicaux de proximité. En outre, les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur œuvraient depuis 2014, à réunir toutes les conditions, y compris les mesures incitatives, pour garantir l'affectation de praticiens universi-

taires ayant au moins le grade de maître-assistant au niveau de postes ouverts dans les hôpitaux de Bechar, Laghouat et Ouargla. Selon le ministère de la santé, l'objectif était d'"éradiquer définitivement" le déficit enregistré en cadres médicaux spécialisés en permettant aux enfants du Sud et des Hauts Plateaux de bénéficier de la formation médicale. Par ailleurs, en matière de développement humain de ces régions, et parmi les objectifs assignés au programme quinquennal 2015-2019, le Conseil restreint a rappelé les mesures prévues visant l'amélioration des conditions de scolarité, y compris en développant la formation des enseignants localement, le renforcement de la couverture de santé publique, l'intensification de la réponse à la demande de logement, par l'appui à l'autoconstruction de logements sociaux et ruraux et l'amélioration des conditions de vie des populations. Des mesures sont également, prises pour que les capacités de formation professionnelle soient renforcées et adaptées aux besoins spécifiques de l'économie locale, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, des mines, et du tourisme. Dans le domaine agricole, un million d'hectares seront mis en valeur à travers les wilayas du Sud et des Hauts Plateaux, accompagnés du renforcement de l'irrigation agricole, et d'un intérêt particulier pour le développement des concessions agricoles au profit des jeunes. Lors du conseil restreint il a été retenu qu'outre les encouragements aux investissements privés nationaux et étrangers

en partenariat dans le domaine industriel, les wilayas du Sud et des Hauts Plateaux verront la réalisation d'un "grand nombre" de zones industrielles et d'activités et la modernisation d'unités industrielles publiques, selon un communiqué de la présidence de la République. Il s'agira également de la construction de raffineries d'hydrocarbures et d'intensification et la préparation de l'exploitation des gisements ferreux de Gara Djebilet ainsi que l'intensification de l'exploitation des carrières. A rappeler que dans le programme de réhabilitation des zones industrielles et des zones d'activités déjà engagé par les pouvoirs publics au niveau national, un total de 168 opérations de réhabilitation ont été menées et d'autres ont été lancées à travers des programmes complémentaires et de développement spéciaux touchant le Sud et les Hauts Plateaux. Concernant l'exploitation des gisements ferreux de Gara Djebilet, situé à 130 km au sud-est de Tindouf, il figure parmi les principaux projets retenus pour le quinquennat 2015-2019. Découvert en 1952, cet important site minier renferme des réserves exploitables estimées à 1,7 milliard de tonnes. Une fois mis en exploitation, il est prévu l'extraction de 20 millions de tonnes par an de minerai à partir de ce site pour produire 10 millions de tonnes de fer, dont la moitié sera consacrée au marché local, selon des spécialistes. Ce mégaprojet permettrait la création de pas moins de 15.000 postes de travail, selon des estimations.

A. S.

UNITÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ÉQUIPEMENTS SOLAIRES DE BOU-ISMAÏL

Du solaire pour dessaler l'eau de mer

L'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou-Ismaïl disposera bientôt de sa propre station de dessalement de l'eau de mer fonctionnant exclusivement avec les énergies renouvelables. Ce projet sera lancé dès cette année en partenariat avec la société Myah Tipasa qui gère l'usine de dessalement de Fouka. «Le partenariat entre l'UDES et Miyah Tipasa est le fruit d'une stratégie visant la fusion de la sphère de la recherche avec le monde socioéconomique. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique de rationalisation de l'utilisation de l'énergie», souligne le professeur Nouredine Yassa, directeur du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER). L'objectif de réalisation de cette station est de fournir des solutions et des alternatives pour réduire le coût énergétique dans le domaine du dessalement et de déminéralisation des eaux de mer et saumâtres. «Nous avons les compétences scientifiques pour y parvenir», affirme pour sa part le directeur de l'UDES.

L'Algérie a entamé dès 2005 un vaste programme visant à construire un réseau de 45 stations de dessalement, dont 13 de grandes capacités. D'ici à 019, l'eau potable provenant de la mer atteindra 2,26 millions m³/j. «Le recours au dessalement de l'eau de mer est une nécessité stratégique pour nous, et ce compte tenu des aléas climatiques et du facteur démographique. Grâce à ce programme notamment, on est passé de 90 l/j par personne consommée en 2000 à 125 l/j actuellement», affirme le directeur de l'UDES. Toutefois, produire de l'eau potable à partir des eaux de mer a un coût élevé, du fait que le système de dessalement est énergétivore. «La production d'un mètre cube d'eau nécessite en moyenne 0,70 dollar. A titre illustratif, nous avons besoin de 4,2 kilowatts en énergie électrique pour produire un m³ d'eau et 20 mégawatts pour 120.000 m³», souligne le directeur technique de Myah Tipasa. Ainsi, la facture moyenne d'électricité consommée par la station de Fouka peut s'élever à 120 millions de dinars. C'est donc au regard de tous ces paramètres que l'UDES s'est lancée dans un vaste programme qui n'inclut pas seulement l'introduction graduelle des énergies



Ph: Archives

renouvelables comme source pour le fonctionnement des stations de dessalement, mais aussi d'autres projets visant la conception et la réalisation de prototypes dans le domaine de la distillation grâce à l'énergie solaire et dans le créneau de la réutilisation des eaux usées dans les secteurs agricole et industriel. «Nous avons réussi à créer des prototypes, notamment pour la distillation, qui peuvent être développés et adaptés à l'échelle industrielle», souligne le docteur Abbas, chef de la division froid et traitement des eaux par énergie renouvelable à l'UDES. Les travaux de recherche de l'UDES ont également pour but la maîtrise des techniques et du processus de fabrication de la membrane. Une pièce maîtresse dans le processus de dessalement. «Un projet de recherche entamé en 2014 se penche sur cette question. Il faut savoir que la membrane est une pièce excessivement onéreuse et dont la durée de vie ne dépasse pas en moyenne trois ans. C'est un défi pour nous, mais nous l'avons relevé», souligne le docteur Abbas. Quelques sociétés seulement de par le monde détiennent la technologie nécessaire pour fabriquer ces membranes.

■ Amirouche Lebbal

BOUMERDES

UN VOLUME SUPPLÉMENTAIRE DE PLUS DE 19 MILLIONS DE M³ D'EAU DANS LES BARRAGES

Un volume d'eau supplémentaire de plus de 19 millions de m³ a été enregistré, depuis début janvier courant, dans les trois plus grands barrages de Boumerdes, a-t-on appris avant-hier auprès du responsable de la direction des Ressources en eau de la wilaya.

La pluviométrie a atteint des niveaux "considérables", estimées entre 100 et 180 mm, du 1er au 26 janvier, au niveau des barrages de Keddara Bouzegza, Hamiz et Beni Amrane, a déclaré à l'APS M. Zeghdani Belkacem. Un volume supplémentaire de plus de 11 mil-

lions de m³ d'eau a été, emmagasiné par le barrage de Keddara, le plus grand ouvrage hydraulique de la wilaya, alimentant Boumerdes et Alger, portant ainsi son volume de 95 millions de m³, au début du mois, à plus de 106 millions de m³, actuellement, soit un taux de remplissage de 75%, pour une capacité théorique de mobilisation de 142 millions m³. Le Barrage du Hamiz, second ouvrage hydraulique de la wilaya, d'une capacité de plus de 15 millions de m³ d'eau, a enregistré, quant à lui, un apport de près de quatre (4) millions de m³, portant ainsi son volume à près de 10 mil-

lions de m³ d'eau, actuellement, soit un taux de remplissage de 65%. Le taux de remplissage du barrage de Beni Amrane a atteint, pour sa part, 73%, soit un apport d'eau supplémentaire de plus de 4 millions de m³, ayant porté son volume de près de 5 millions de m³, début janvier, à plus de 9 millions actuellement, pour une capacité de mobilisation de 12 millions de m³ environ. "Si les intempéries se poursuivent, avec leur lot de neige, le taux de remplissage de ces trois barrages pourrait, aisément, dépasser les taux enregistrés, ces cinq dernières années", a observé ce responsable. **APS**

RESSOURCES EN EAU

Le taux de remplissage des barrages avoisine les 75%

Les pluies bienfaisantes qui sont tombées ces derniers jours sur le pays ont permis d'atteindre un taux appréciable de remplissage de nos barrages avoisinant les 75%. Jointe au téléphone par *El Moudjahid*, M^{me} Nacéra, responsable de la cellule de communication du ministère des Ressources en eau, a affirmé que plus de 5 milliards de m³ d'eau ont été emmagasinés durant cette période, au niveau des 65 barrages en exploitation du pays. Elle a ensuite précisé que cette quantité d'eau est supérieure à celle qui a été prélevée par les services concernés du ministère, le 6 janvier dernier, et qui s'élevait à 4,96 milliards de m³ d'eau, soit un taux de remplissage de 72,38%. En attendant l'apport provenant de la fonte des neiges, on peut dire d'ores et déjà que cette importante hausse du volume d'eau dans nos barrages augure de lendemains meilleurs pour l'AEP et le secteur agricole, principaux utilisateurs de cette précieuse ressource.

Par régions, la palme revient, a ajouté la même source, aux barrages de l'ouest du pays, au nombre de 13, qui réalisent un taux de remplissage intéressant de l'ordre de 88%, suivis par les 23 barrages de l'Est, qui affichent un niveau de 78,32%, et ceux de la région du Cheliff (17 barrages), avec un taux moyen de 77,52%. Détaillant ensuite les résultats enregistrés à cette occasion, la responsable de la cellule de communication du ministère a précisé que plusieurs barrages ont fait le plein (100%), que ce soit à



l'ouest du pays, comme ceux de Hammam Boughrara, Sikkak et Sidi Abdelli (Tlemcen), Samo (Sidi Bel-Abbès), Sidi M'hamed Benaouda (Relizane) et Bekhedda (Tiaret), au Centre avec celui de Tilesdit, dans la wilaya de Bouira, et à l'Est, avec ceux d'El Agram, Kissir et Boussiaba (Jijel), Beni Haroun (Mila) et Mexa, dans la wilaya de Tarf. Seule fausse note, les barrages de Koudiat Asserdoun (Batna), la Fontaine des Gazelles (Biskra) et Ain Zada (Bordj Bou Arréridj) affichent actuellement des déficits importants, mais l'espoir est permis, la période des pluies est toujours en cours.

L'Algérie dispose actuellement de 65 barrages opérationnels, pour une capacité globale qui dépasse les 7 milliards de m³

d'eau, rappelle-t-on. Ce volume sera porté à la hausse, avec la réception prochaine de plusieurs barrages, 14 au total, en voie de construction à travers le pays. Grâce aux différents programmes de développement, menés au début des années 2000, une percée considérable a été réalisée en matière de réalisation d'ouvrages de mobilisation des ressources en eau, il faut le reconnaître. D'ici la fin de l'année prochaine, ajoute-t-on, l'Algérie disposera de près de 80 barrages en tout. A l'horizon 2030, les responsables du ministère des Ressources en eau envisagent de construire quelque 139 barrages à travers le territoire national, pour une capacité minimale de 12 milliards de mètres cubes d'eau.

Mourad A.